

DE QUOI LE QUÉBEC A-T-IL BESOIN EN ÉDUCATION ?

COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE JEAN BARBE, MARIE-FRANCE BAZZO ET VINCENT MARISSAL, PUBLIÉ CHEZ LEMÉAC (2012)



JULIE ROBERGE
Professeure
Cégep André-Laurendeau

Jean Barbe dit, en guise d'introduction: « Ce livre est une enquête auprès de certains penseurs, de certains praticiens de l'éducation. Leurs réponses ne sont pas des vérités absolues, mais des esquisses d'un possible, des coups de sonde dans les profondeurs de nos difficultés, des témoignages » (p. 5). C'est justement cela, ce livre: des témoignages, avec ce que ça comporte d'émotions et de réflexions un peu décousues. C'est peut-être ce qui rend cet ouvrage attachant... ou déconcertant.



Deux préfaces, l'une signée par Jean Barbe, l'autre, par Marie-France Bazzo, expliquent un peu la raison d'être de ce court livre (près de 200 pages). L'image de la première de couverture donne le ton: un autobus scolaire auquel sont connectés des câbles de démarrage. Les entretiens ont été recueillis de vive voix, de telle sorte que le discours en est resté parfois très marqué, ponctué des sacres d'usage et quelque peu disloqué. Une idée en amène une autre, ce qui est le propre du discours oral, mais pour ce qui est du discours écrit, le lecteur a davantage besoin de structure et de cohérence pour suivre correctement le propos.

Sept questions posées à onze personnes: De quoi le Québec a-t-il besoin en éducation? Qu'est-ce qu'une culture générale (ou que devrait savoir un jeune en sortant du secondaire)? Quel est le rôle de l'école, du primaire à l'université? Écoles privées ou écoles publiques? Éducation gratuite ou payante? Pourquoi y a-t-il encore du décrochage? Une idée phare pour l'éducation au Québec, du primaire à l'université?

Ces onze personnes sont: Camil Bouchard, psychologue et ex-député; Diane Boudreau, enseignante au secondaire récemment retraitée; Fabienne Larouche, scénariste; Guy Rocher, sociologue; Ianik Marcil, économiste; Madeleine Thibault, enseignante retraitée s'étant spécialisée dans le soutien aux élèves en situation de grande difficulté d'adaptation et d'apprentissage; Mario Asselin, ancien directeur d'école et candidat aux élections provinciales de septembre 2012; Maryse Perreault, conseillère politique au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ancienne présidente-directrice générale de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation; Maxime Mongeon, auteur, éditeur de même que

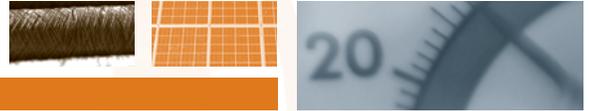
coordonnateur de services éducatifs; Normand Baillargeon, essayiste et professeur en philosophie de l'éducation; et pour conclure, Robert Bisailon, ex-enseignant et ancien sous-ministre adjoint de l'Éducation.



Si on ne remet pas en question les interventions des gens du milieu de l'éducation ou de ceux qui y ont réfléchi sur la place publique, on peut toutefois se questionner sur la pertinence de la présence de Fabienne Larouche dans cet ouvrage. Certes, sa mère fut enseignante et elle-même écrit, depuis des décennies, des séries télé dont l'action se déroule à l'école (où les enseignants ne semblent pas corriger souvent!), mais ses propos détonnent un peu dans l'ensemble parce qu'ils forment un cri du cœur bien peu documenté et sont, pour cette raison, peu crédibles. Par ailleurs, le regard que portent mesdames Thibault et Boudreau demeure limité à ce qu'elles ont connu tout au long de leur vie professionnelle, fort riche au demeurant; leur apport à l'ouvrage est, en ce sens, davantage digne d'intérêt, nuancé et constructif que celui de madame Larouche. Quant aux propos des autres intervenants, notamment ceux de messieurs Bouchard, Baillargeon et Rocher, qui viennent d'horizons variés, ils sont beaucoup plus intéressants parce que mieux construits et appuyés. C'est ce qui donne un peu de tonus à cet ouvrage qui autrement, aurait pu sombrer dans le misérabilisme.

Les propos de certains participants qui connaissent bien le milieu de l'éducation peuvent paraître choquants ou dépassés: ainsi, il y est régulièrement question de « transmission des savoirs », non pas « de développement des compétences », comme si, encore une fois, tout reposait sur le maître expert qui dispense son savoir à la masse qui saura bien s'en accommoder. Il y a des limites à critiquer tout ce qui se fait en éducation et à refuser que les approches pédagogiques puissent changer ou évoluer avec le temps et grâce aux recherches.

Tous les participants n'ont pas répondu à toutes les questions; du moins, Barbe, Bazzo et Marissal n'ont pas publié toutes les réponses. L'avantage d'avoir tenu des entretiens et de les avoir présentés comme tels, c'est que les réponses tiennent parfois en quelques pages, parfois moins. On associe les propos à son auteur et, d'une question à l'autre, on peut – avec un peu de bonne volonté – tisser un fil conducteur.



Toutes les questions – et les réponses – n’interpellent pas le lecteur de la même façon. Ainsi, dans la section sur le rôle de l’école, du primaire à l’université, sept des onze intervenants n’ont pas dit un seul mot sur le réseau collégial. N’est-ce pas inquiétant? Le collégial apparaît comme quelque chose d’informe, entre le secondaire (obligatoire) et l’université (qui forme des travailleurs). Ianik Marcil en ajoute: «On ne semble pas savoir quoi en faire; ce n’est pas une finalité en soi» (p. 93). Pourtant, le cégep est un lieu important d’apprentissage de toutes sortes, comme l’ont dit Guy Rocher, mais surtout Camil Bouchard: «On fait une bonne affaire avec les cégeps. [...] Nous avons des enseignants fantastiques au cégep: des philosophes, des gens en littérature qui donnent la pique aux jeunes; c’est extraordinaire! On fait d’ailleurs du recrutement parmi les professionnels de tous ordres. [...] Le cégep, c’est un souk d’apprentissage incroyable» (p. 81). Ianik Marcil indique un peu plus loin qu’il faut faire connaître la recherche qui se fait au collégial et que le réseau possède quelque chose d’unique au Québec, les centres collégiaux de transfert technologique, dont il vante les mérites.

[...] sept des onze intervenants n’ont pas dit un seul mot sur le réseau collégial.



Finalement, que répondent les intervenants à «la» question qui est posée au départ: de quoi le Québec a-t-il besoin en éducation? Les réponses ouvrent des perspectives variées et peuvent susciter la réflexion chez le lecteur. Voici un aperçu des réponses données.

Camil Bouchard

Il souhaite des environnements physiques inspirants, des classes et des écoles inspirantes, pour créer un sentiment d’appartenance, lequel est un antidote au décrochage.

Diane Boudreau

Elle trouve dommage qu’on déprécie la profession en n’exigeant pas des candidats à la profession des résultats qui se situent au-dessus de la moyenne.

Fabienne Larouche

Elle parle de l’effort: on a créé des cancre qui ne connaissent plus l’effort. Ceux-ci ont l’impression de faire de grandes découvertes à l’université, alors qu’un enfant de 10 ans en savait tout autant dans les années 1950. (Ici, madame Larouche semble oublier qu’en 1970, le véritable taux de décrochage était de 40%, alors qu’il tourne

autour de 18% aujourd’hui – chiffres comparables, selon Bouchard, p. 145 – et perpétue l’impression que «dans le bon vieux temps, tout était tellement mieux».)

Guy Rocher

Il se désole: malheureusement, le Québec a une insensibilité à la priorité nationale de l’éducation, une perspective plus individuelle que collective. L’éducation n’est pas vue comme un bien national.

Ianik Marcil

Il souhaite que le système d’éducation soit cohérent et que les acteurs des différents paliers se parlent: «Ce décloisonnement doit se faire à tous les niveaux. C’est aberrant que, de la maternelle au postdoctorat, il n’y ait aucune intégration, aucune cohésion» (p. 29). Il ajoute: «On a besoin que tout ce beau monde se parle un peu, qu’il y ait une vision intégrée [...]. C’est démontré par des milliards d’études qu’une société éduquée est en meilleure santé» (p. 29).

Madeleine Thibault

Elle indique qu’il faut trouver le moyen de réconcilier la famille, l’état et l’école. Que l’école devienne ouverte pour les parents, ouverte sur le monde. Et que l’état fournisse les subsides nécessaires à l’embauche de personnel compétent pour aider les enseignants dans leur tâche, notamment en pédopsychiatrie.

Mario Asselin

Il aimerait que le milieu scolaire témoigne de plus d’enthousiasme et souhaite que l’on réussisse à faire émerger la passion chez les jeunes – et les moins jeunes.

Maryse Perreault

Son souhait? Que l’éducation devienne la priorité du Québec.

Maxime Mongeon

Le Québec a besoin de leaders politiques forts, qui vont prendre le temps d’expliquer les décisions et qui ne vont pas rendre les armes sous la pression de l’opinion publique, des syndicats et des médias.

Normand Baillargeon

Selon lui, il faut définir ce qu’on entend par «éducation» au Québec, avoir une idée claire de ce que cela comporte permettrait d’éviter certaines dérives.

Robert Bisailon

Il est impératif d’attribuer à l’éducation un rôle social et de faire en sorte que les élèves ne soient pas «clientélisés». L’école ne devrait jamais faire de compromis sur la qualité et sur les exigences, même si elle s’octroie des rôles qui outrepassent quelquefois ceux qui lui sont attribués. Aussi Bisailon rappelle-t-il que les élèves arrivent à l’école avec un statut social qui influence leur réussite.



Quelques sujets obtiennent un certain consensus. Au premier abord, ce qui semble important, c'est de *désutilitariser* l'école: former dans le seul but de pratiquer un métier est une erreur. Là-dessus, tout le monde s'entend. Une formation utilitariste réduit le travailleur à faire un seul boulot; or, s'il apprend à transférer ses apprentissages et possède une bonne culture générale, il pourra changer d'emploi sans avoir peur de ne pas être capable de s'y adapter ou de ne pas avoir les compétences pour l'exercer. Il faut faire en sorte que les jeunes soient capables de poursuivre une carrière avec les changements que ça impose.

Si les intervenants s'entendent également pour dire qu'il faut «faire quelque chose» pour les décrocheurs, ce qu'ils proposent semble à des lieues de ce qui se fait actuellement. Le réseau scolaire manque de souplesse, semble-t-il, et est responsable d'une partie de ses propres problèmes: il ne sait pas quoi faire des élèves qui n'entrent pas dans ce moule conservateur.

Les intervenants sont aussi d'accord sur le fait que tout se joue dès la petite enfance. Un jeune d'un milieu défavorisé arrive déjà en retard au primaire s'il n'a pas fréquenté de garderie éducative. Un suivi est à assurer à la fois chez ces élèves, mais également chez leurs parents, souvent dépassés par ce qui se fait à l'école et n'en voyant pas toujours la nécessité. Pire, ces parents se disent: «les études, c'est pas pour nous autres».

Pour le reste, il est question, pêle-mêle, de la formation des adultes, de l'alphabétisation et des enseignants du primaire comme de ceux du secondaire.

On parle peu du cégep, toutefois: cela semble une aberration, compte tenu de l'importance de ce qui s'y passe, tant du côté de l'enseignement que du côté de la recherche. Comme si cet ordre-là était peu important. On parle aussi de l'université, de la (trop grande) place des chargés de cours au premier cycle, de la nécessité pour les professeurs de faire de la recherche.

La dernière question posée a l'avantage de faire réfléchir le lecteur: une idée phare pour l'éducation au Québec? Sans surprise, s'occuper des enfants dès la petite enfance: «L'égalité des chances, c'est l'inégalité du traitement» (p. 171) affirme Camil Bouchard. Ce à quoi Normand Baillargeon ajoute qu'il faudrait former des gens spécialisés pour enseigner dans des milieux défavorisés, comme il faudrait former des enseignants qui possèdent une solide culture générale (p. 184).

Si le constat général semble un peu décourageant, quelques idées sont sans doute réalisables, dans un avenir rapproché, à condition qu'il y ait une certaine volonté politique. Selon les différents intervenants, la société a besoin de revaloriser

son rapport à l'école, son admiration pour les enseignants. Là-dessus, on ne peut qu'être d'accord!



En guise de conclusion, Vincent Marissal dit qu'il faut mettre la petite école au centre de la vie, bâtir un sentiment d'appartenance relativement à son école de quartier, qu'on y envoie des enfants ou pas. Il croit à la vocation des cégeps: selon lui, il faudrait les renforcer. Où les jeunes entendront-ils parler de philosophie si les cégeps disparaissent? Leur richesse intellectuelle en souffrira, forcément. Et les adultes de demain qui liront un recueil comme celui-ci risquent de ne pas être en mesure de séparer ce qui est un propos argumenté de ce qui n'est qu'un cri du cœur.

Malgré des propos dont la valeur est inégale, l'ouvrage vaut la peine d'être lu, puisqu'il offre l'avantage de faire connaître une certaine vision du monde de l'éducation à monsieur et madame Tout-le-monde, lectorat visé par Barbe, Bazzo et Marissal. Les acteurs du monde de l'éducation sauront faire la part des choses entre l'émotion et la rationalité; c'est sûrement l'une des raisons pour lesquelles il faut lire cet ouvrage, qui s'avèrera également utile pour combattre les préjugés, pour voir l'image qu'on continue de véhiculer dans les médias sur l'éducation, mais surtout, pour continuer à réfléchir sur le système d'éducation au Québec. ♦

Julie ROBERGE est enseignante de français depuis 1989. Titulaire d'un doctorat en Sciences de l'éducation avec spécialisation en didactique du français, elle enseigne depuis 1993 au Cégep André-Laurendeau, où elle a longtemps agi à titre de coordonnatrice du programme du Baccalauréat international. Depuis quelques années, elle s'occupe du dossier de la valorisation de la langue française; à ce titre, elle a contribué à mettre sur pied la communauté des Repfrans dans le réseau collégial. Elle est aussi chargée de cours en didactique dans le Programme court en pédagogie de l'enseignement supérieur (PCPES) à l'UQAM, en didactique de l'écriture à l'UQAM et au microprogramme en formation à l'enseignement postsecondaire à l'Université de Montréal.

Elle fait partie du comité organisateur du Marathon d'écriture intercollégial et est membre du comité de rédaction de *Pédagogie collégiale*; elle a été, pendant vingt ans, membre du Conseil d'administration de l'Association québécoise des professeurs de français (AQPFF).

Elle est l'auteure de l'ouvrage *Corriger les textes de vos élèves. Précisions et stratégies*, publié chez Chenelière Éducation et de bon nombre de communications sur la correction.

julie.roberge@clairendeau.qc.ca